

ALI YAHIA ABDENOUR À ORAN :**«Quand il y a confusion de pouvoirs, il y a dictature»**

«L'Algérie est une dictature», dira M^e Ali Yahia Abdenour, président d'honneur de la Ligue algérienne des droits de l'Homme, lors d'une conférence qu'il a animée hier à Oran au niveau du siège de la LADH. Il estime que «Les Constitutions algériennes sont usées parce qu'elles n'ont jamais servi. L'Algérie est une dictature, on ne tient pas compte de la Constitution, car la Constitution consiste en trois pouvoirs : exécutif, législatif, judiciaire. Mais est-ce que le législatif a joué un rôle ? La justice est-elle indépendante ? Quand il y a confusion de pouvoirs, il y a dictature».

Amel Bentolba - Oran- (Le Soir) - Abordant le sujet d'actualité, la révision de la Constitution, l'intervenant s'interroge sur le choix : Ouyahia. «Le RND est né en février 1997, avec des moustaches, parce qu'au mois de juin, il y a eu des élections à l'APN obtenant 156 députés, aux législatives. Il obtient 80 sénateurs. Regardez, on désigne quelqu'un pour soi-disant réviser la Constitution alors que c'est lui qui a fait un coup d'Etat à l'intérieur du RND pour éloigner Benbaïbeche et maintenant le RND est au service du président de la République...»

Plus loin, M^e Ali Yahia Abdenour évoque la participation du FFS dans les consultations autour de la révision de la Constitution, «le FFS, qui n'est ni pour le boycott ni pour la participation, maintenant il va tenir lui aussi une conférence nationale, dans laquelle il veut réunir, et le Pouvoir et l'opposition, et Ouyahia a répondu que le Pouvoir ne participera pas, mais que les partis qui soutiennent le Pouvoir oui. Cette position là va être appuyée par le système politique, pourquoi ? Parce que pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, un problème de fond est posé, les Algériens ne se rejettent plus, ils discutent même s'ils ne sont pas d'accords. Cette position du FFS va être appuyée par le Pouvoir pour finalement la récupérer, parce qu'il faut le dire, le FFS n'est plus un parti de militants, à la direction du parti, il y a des affairistes et c'est ça qui est grave».

S'agissant de la réunion de coordination pour la liberté et la transition démocratique, M^e Ali Yahia Abdenour estime qu'il faut à présent aller vers toutes les wilayas parce que maintenant les Algériens n'acceptent pas ce qui est imposé, il faut discuter avec les Algériens (es) et les écouter. «Il ne faut pas laisser la coordination actuellement seule. Il faut que la société civile soit intégrée, je ne dis pas d'aller dans les wilayas pour répandre cette idée, non, dans ce conseil-là qui est composé de 5 partis plus Benbitour, il faut ajouter des représentants de la



Les Constitutions algériennes sont usées parce qu'elles n'ont jamais servi.

société civile ; s'ils sont intégrés, je crois qu'on va dépasser les problèmes, sinon il va y avoir des problèmes».

Durant sa conférence d'hier, M^e Ali Yahia n'a pas manqué d'aborder le rôle de l'armée, considérant

que « les militaires ont le devoir et l'honneur de servir la Nation, l'armée n'a pas à servir un homme ou un clan, elle a à servir la Nation ! Le système en Algérie est militaire, la légitimité historique étant dépassée il faut revenir à la légitimité

démocratique».

Un autre rôle, celui du DRS, a failli à sa vocation première dira l'intervenant, le service des renseignements sensé initialement s'occuper de l'extérieur, est devenu dit-il, une police politique qui ne s'occupe que du peuple. «Si Toufik a éliminé feu le chef d'état-major Lamari en 2004, aujourd'hui, c'est le chef d'état-major qui élimine Toufik. En janvier dernier, le président a déshabillé le DRS en lui enlevant trois directions, en le laissant nu pour qu'il meure de froid et ses «habits», il les a donné au chef de l'état-major actuel, mais comme ce dernier est déjà trop habillé, il étouffe !»

Vers la fin de son intervention, M^e Ali Yahia lancera une réflexion à méditer dit-il et qui consiste dans le «nouveau rôle» du patronat algérien, «vous avez des gens qui sont appuyés d'en haut et qui veulent remplacer les militaires à la tête du pays...»

A. B.

**À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION DES VICTIMES
DU PRINTEMPS NOIR****Hommage aux martyrs des tragiques
événements de 2001**

L'association des victimes du Printemps noir d'Akbou a concocté un vaste programme, vendredi et samedi, pour commémorer le 13^e anniversaire de l'assassinat des jeunes Abdenour Nekali, Slimane Arezoug, Karim Sidhoum, Rachid Chekkal, Karim Mesbah et Ramdhane Iffis lors des tragiques événements de Kabylie en 2001.

Les deux journées commémoratives constitueront une tribune pour réclamer une fois de plus publiquement la «traduction des auteurs de ces assassinats devant les tribunaux et l'officialisation de tamazight».

«La commémoration du 13^e anniversaire de ces tragiques événements intervient dans une conjoncture politique particulière, à savoir la révision de la Constitution.

Les plus hautes autorités du pays doivent officialiser la langue tamazight. Il s'agira de rendre justice à une région qui a sacrifié ses meilleurs enfants pour une Algérie libre et démocratique», affirme Sofiane Adjlane, membre actif du mouvement des arouch et de l'association organisatrice de l'événement. Sous les mots d'ordre «Commémoration contre l'oubli et l'impunité», une foule nombreuse a pris part à ces journées commémoratives pour

se recueillir à la mémoire de tous les martyrs des événements de 2001 de la région d'Akbou en déposant une gerbe de fleurs au pied de la stèle du printemps noir «Berri Ahcene».

Outre une conférence-témoignage animée, hier, par des animateurs du mouvement des arouch de la région d'Akbou, et une exposition sur les tragiques événements du Printemps noir 2001, une grande soirée artistique figure au programme dans la soirée de samedi avec la participation de plusieurs stars de la chanson kabyle à l'instar de Oulahlou, Ali Ideflawen et Loualia Boussaâd.

A. K.

CHIFFRES DU CHÔMAGE**L'informel fausse les statistiques**

Le taux de chômage devrait diminuer à 8% d'ici la fin 2015, prévoit le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale qui envisage d'établir une comptabilité affinée du travail informel mais aussi de l'emploi formel.

Chérif Bennaceur -Alger (Le Soir) - Il faut «débusquer les fraudeurs», assurait hier Mohamed El Ghazi, citant ceux qui exercent plusieurs activités informelles, non déclarées, tout en étant considérés comme chômeurs et bénéficiant des divers dispositifs mis en place. S'adressant notamment aux directeurs de l'emploi et inspecteurs du travail de wilaya, le ministre du Travail a estimé que le marché informel fausse les statistiques de son département.

Et ce, dans la mesure où l'«on ne connaît pas le nombre exact» des personnes qui exercent ces activités et qui sont pourtant comptabilisées comme étant des chômeurs. En ce sens, Mohamed El Ghazi estime opportun de développer un fichier national de l'emploi afin de mieux maîtriser les statis-

tiques, permettre d'«identifier selon une comptabilité affinée les personnes qui activent dans l'informel, recenser les personnes recrutées et non déclarées à la Sécurité sociale. Ce qui permettra, selon le ministre du Travail, tant d'«assainir» le marché du travail que de réduire davantage le taux de chômage.

A ce propos, Mohamed El Ghazi considère que le taux de chômage qui a déjà baissé à 9,8% à la fin de l'année dernière devrait poursuivre sa tendance baissière à 9% en 2014, escompte-t-il. Voire, ce taux pourrait diminuer à 8% d'ici la fin 2015, prévoit-il, tout en liant la résorption du chômage à la dynamique économique et non à l'impulsion administrative. Dressant le diagnostic de son secteur, le ministre constatera, ce faisant, des

«lacunes» en matière de contrôle ainsi que l'absence de «coordination» au niveau local entre les divers organismes sous-tutelle, voire un manquement à la transparence et des dérives au niveau de certaines agences de l'emploi. Il appellera ainsi ses cadres locaux à développer une démarche de proximité avec les autorités locales, développer des «relations apaisées avec les partenaires sociaux», éviter le subjectivisme et à «anticiper».

Comme il s'agit pour ces institutionnels de jouer un rôle davantage proactif dans la réalisation des projets d'investissement et la création d'activités, et, à terme, pouvoir exercer des missions de puissance publique. Par ailleurs, M. El Ghazi a incité ses cadres à une application stricte, intransigeante de la législation du travail, même si l'Algérie est bien cotée en ce domaine par les instances internationales. Dans cet ordre d'idées, le ministre du Travail

estime que les entreprises étrangères doivent se conformer à la réglementation en matière de formation et qualification de la main-d'œuvre locale. Et cela même s'il réfute toute discrimination à l'égard des entreprises étrangères ou une quelconque volonté d'entraver leurs libertés syndicales. D'autre part, Mohamed El Ghazi indiquera que sur les 43 000 postes d'emploi vacants recensés au niveau de plusieurs administrations, 32 000 jeunes ont déjà bénéficié d'une titularisation et 11 000 postes «sont en cours».

Par ailleurs, le ministre du Travail relève que tous les logements prêts du programme du Fonds national de péréquation des oeuvres sociales (FNPOS) devraient être livrés d'ici le mois d'octobre 2014. Sur 28 000 logements prévus, l'on indique que 19 000 unités ont été déjà livrées et 11 000 sont en cours. Notons, par ailleurs, que plus de 95% des pro-

jets de création de microentreprises réussissent, soit un taux d'échec de 4,38% selon le directeur général de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej).

De fait, ce sont près de 388 000 microentreprises qui ont été déjà financées par ce dispositif, permettant de générer la création de 730 000 postes d'emploi sans citer les 41 700 microentreprises créées durant les premiers mois de 2014. Concernant l'intermédiation, le directeur général de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) indique un nombre de 144 151 placements dans le secteur économique et 52 387 placements dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, durant les cinq premiers mois de l'année 2014.

A souligner également que le nombre d'offres collectées par l'Anem a augmenté à près de 350 000 tandis que le nombre de placements est assez conséquent.

C. B.